

La Société Générale victime de l

Pourquoi tant de haine ? Tout le secteur bancaire est chahuté, mais c'est la banque dirigée par Frédéric Oudéa qui attire le plus les foudres boursières. Sa chute en fait une cible.

PAR LAURA FORT

Bouc émissaire des marchés, Société Générale accumule les clôtures dans le rouge. Depuis le début de l'année, le titre a perdu 48,11 %. Jeudi dernier, les valeurs bancaires ont été malmenées, en partie du fait d'annonces de la Fed sur le niveau de liquidité des banques européennes. Mais Société Générale a trinqué plus que les autres, abandonnant 12,34 %, tandis que BNP Paribas et Crédit Agricole perdaient respectivement 6,76 % et 7,12 %.

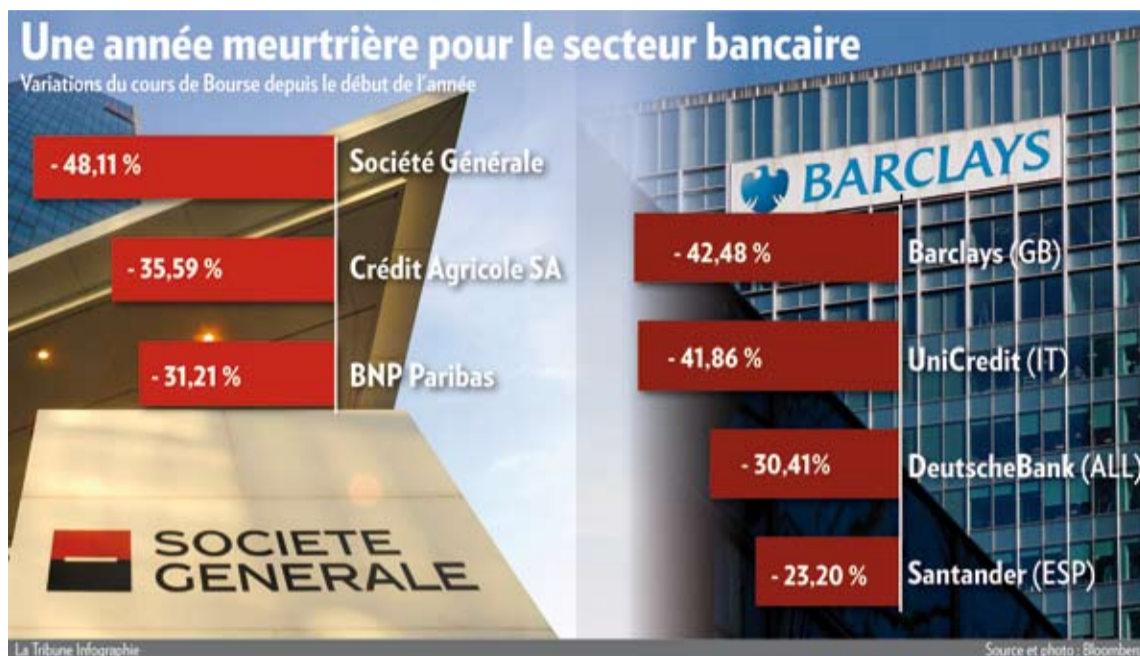
■ IMAGE TOURMENTÉE

« Lorsque les valeurs bancaires sont dans la tourmente, il y a toujours une défiance plus forte envers Société Générale », constate Jérémy Gaudichon, gérant de fonds chez KBL Richelieu. Même constat pour Christophe Nijdam, analyste chez AlphaValue, « aujourd'hui, si les investisseurs doivent faire un choix pour alléger leurs po-

sitions sur le secteur bancaire français, ils risquent plutôt de se délester d'actions Société Générale que de BNP Paribas ».

L'image de la banque est tourmentée depuis l'affaire Kerviel, et ne cesse de susciter les rumeurs les plus folles. Dernière en date, celle lancée le 8 août par le « Mail on Sunday », fermement démentie. Le journal, qui a présenté ses excuses à la banque, annonçait que Société Générale allait avoir besoin d'un plan de sauvetage. Malgré le démenti et les prises de parole de Frédéric Oudéa, son PDG (dimanche encore, il intervenait dans les colonnes du « JDD » pour rassurer), la banque a souffert de ce mauvais scénario qui a fait chuter l'action jusqu'à 22,5 % en une journée.

S'ajoute à cela un avertissement sur résultats le 3 août. La banque a annoncé qu'elle ne pourrait pas tenir son objectif de résultat net part du groupe de 6 milliards à horizon 2012. De plus, d'aucuns remarquent que son plan, Ambition 2015, ne livre des objectifs financiers qu'à l'horizon 2012. De quoi susciter la méfiance des analystes et des investisseurs.



Peut-on craindre une OPA hostile sur Société Générale, qui ne capitalise plus que 16 milliards d'euros après en avoir valu plus de 100 ?

Sans compter sur un environnement économique et financier défavorable au secteur bancaire. La crise de la dette n'est pas résolue et concentre de nombreuses inquiétudes. Mais Société Générale est pourtant moins exposée aux dettes souveraines des pays périphériques de la zone euro que BNP Paribas : à fin juin, elle

présente une exposition nette de 10 milliards d'euros, contre 39 milliards d'euros pour la banque aux étoiles.

Peut-on alors craindre une OPA hostile sur Société Générale, qui ne capitalise plus que 16 milliards d'euros après en avoir valu plus de 100 ? « À plus long terme, une OPA sur Société Générale est possible et envisageable. Mais pour un acquéreur hostile, elle est dotée de plusieurs pilules empoisonnées car elle a bâti de nombreux joint-ventures et les salariés détiennent 11,2 % des droits de vote », estime Christophe Nijdam. En outre, une offensive étrangère serait très certainement mise à mal par les instances publiques. Quant à

de nouvelles visées de la part de BNP Paribas, on imagine mal la fusion de leurs deux réseaux après l'acquisition du Crédit Lyonnais par le Crédit Agricole.

Pourtant, la banque au logo rouge et noir présente des fondamentaux robustes. Elle a annoncé qu'elle dépassera les 9 % de ratio de fonds propres durs à l'heure de l'entrée en vigueur de Bâle III en 2013, sans recourir à une augmentation de capital. À fin juin 2011, il s'établit à 9,3 % contre 8,5 % fin 2010.

Mais les marchés passent outre les bons résultats et le renforcement des fonds propres. « Actuellement, ils quittent le domaine du rationnel », reconnaît Christophe Nijdam.

L'inquiétude monte sur le risque de manque de liquidités des banques

Elles ont déposé plus de 90 milliards d'euros à la Banque centrale européenne.

LE DÉFICIT DE LIQUIDITÉS des banques européennes est au cœur des inquiétudes. Et elles se sont renforcées à la lecture des statistiques de la Banque centrale européenne (BCE) de vendredi. Selon ces chiffres, les banques de la zone euro ont effectué jeudi plus de 90 milliards de dépôts d'urgence (au jour le jour) auprès de la BCE. Preuve qu'elles préfèrent mettre leurs liquidités à l'abri, malgré la faible rémunération de 0,75 % offerte par la BCE, plutôt que de se prêter de l'argent entre elles.

Les banques préfèrent mettre leurs liquidités à l'abri plutôt que de se prêter de l'argent entre elles.

« mauvais signe », par Ewald Nowotny, membre de la BCE et gouverneur de la banque centrale autrichienne. La situation est cependant encore loin de celle de l'automne 2008, après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, lorsque la hausse des dépôts des banques auprès de la BCE dépassait parfois 200 milliards d'euros.

Cette crainte d'une crise de liquidités conduit la Banque fédérale américaine à redoubler de vigilance vis-à-vis des filiales de banques européennes exerçant aux États-Unis. Le rapport entre l'argent que les banques européennes prêtent et celui qu'elles ont en dépôt, est en effet de 130 % en moyenne, contre 90 % pour leurs homologues américains et 80 % chez les banques asiatiques, selon Christophe Ni-

jdiam, analyste chez AlphaValue. Ce déséquilibre a contribué à accentuer la chute des valeurs bancaires en Bourse le 18 août.

Mais, malgré la tension actuelle, le prêt exceptionnel de 50 milliards sur 6 mois accordé le 4 août par la BCE aux banques de la zone euro, ne sera pas renouvelé dans l'immédiat, a affirmé vendredi l'économiste en chef de la BCE, Jürgen Stark. Tous les indicateurs n'ont d'ailleurs pas viré au rouge. Ainsi, les taux des prêts entre banques (Euribor) ont légèrement baissé vendredi marquant un excès de liquidités sur les marchés monétaires en euros. Au moins une banque néanmoins, a sollicité jeudi un prêt de 500 millions de dollars pour sept jours auprès de la BCE. Ce crédit est certes le plus important cette année, mais il reste d'un montant limité ce qui donne à penser qu'il doit s'agir d'une banque de taille modeste. **s. so.**

Six banques françaises font partie des établissements les plus sûrs au monde

Classement du magazine « Global Finance » de 50 établissements financiers dans le monde

Rang	Établissement
2	Caisse des dépôts et consignations (CDC)
15	BNP Paribas
21	Crédit Agricole
27	Crédit Lyonnais
35	Société Générale
39	Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM)

LES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS EN TÊTE DE CLASSEMENT

Le magazine « Global Finance » a publié vendredi son classement annuel des banques les plus solides au monde. Les cinq premières places sont occupées par des banques publiques. L'allemande KfW Bankengruppe se place en tête du classement. La Caisse des dépôts est deuxième, preuve que les États allemand et français restent solides en ces temps de crise de la dette publique dans la zone euro. Pour effectuer son palmarès, le magazine a classé les banques en fonction de la qualité de leurs actifs et

des notations des agences Moody's, Standard & Poor's et Fitch et de leurs lignes de crédit à long terme. La première banque française du classement, BNP Paribas est 15^e. Crédit Agricole, Crédit Lyonnais et la Banque Fédérative du Crédit Mutuel sont respectivement 21^e, 27^e et 39^e. Enfin, alors qu'elle est l'objet de rumeurs multiples depuis deux semaines qui affectent lourdement son cours de Bourse, la Société Générale se classe à la 35^e place. Depuis le début de l'été, son titre a perdu plus de 48 %. **M. T.**

Retrouvez le classement complet sur LA TRIBUNE.FR